

En l'absence de Thomas Ndabemeye...

La vérité à livrer au public sur les Receleurs Imprescriptibles.

Contribution à la Commission Vérité et au Mécanisme de Justice Transitionnelle.

Dossier de Rose Ntwenga, Montpellier (France), le 15 mai 2013.

ANNEXE N°1 : Quelques Faits et Dates à retenir.

Extraits : Trajectoires de burundais, co-responsables de l'épuration de l'Etat-major 1962-1972.

André Muhirwa :

Le 13 janvier 1961, il est attablé avec le prince Louis Rwagasore et d'autres convives au restaurant de l'Hôtel Tanganika lorsque ce dernier est assassiné et meurt en leur présence. Il lui succède au poste de Premier ministre.

Le plan Muhirwa est considéré par plusieurs de ses contemporains et quelques historiens comme la première version du plan Simbananiye, véritable Plan-programme du génocide des Hutu du Burundi, dans ses deux phases successives celle de 1965 et celle de 1972.

A compléter.

Artémon Simbananiye :

- Retour de France (Université de la Sorbonne) **en 1962** au Burundi : Il est nommé Directeur général au ministère de la Justice.

- **Septembre 1965**, le Mwami Mwambutsa IV le nomme Secrétaire d'Etat à la Justice.

-En 1965, il est signalé comme « dirigeant la répression » contre les intellectuels et les leaders Hutu. Il refuse de coopérer avec le Représentant de la Commission Internationale des Juristes (C.I.J.), M. Philippe Graven, envoyé comme observateur à l'occasion du procès contre des Hutu accusés d'être des rebelles.

-Ses visées anti - monarchistes deviennent évidentes pour le Mwami Mwambutsa IV, lorsque les membres les plus loyaux de son entourage sont exécutés sur ordre d'Artémon Simbananye.

-Tout au long de l'année 1965 : Des informations font état du perfectionnement d'un avant-projet de proposition d'André Muhirwa pour l'élimination de tous les leaders Hutu. Il s'allie à Michel Micombero pour renverser la Monarchie.

- 29 novembre, Paris : Conférence de presse de M. Artémon Simbananye, Secrétaire d'état à la Justice, qui s'élève contre les interventions de la Croix Rouge internationale, du Bureau international du Travail (B.I.T), de la Commission internationale des juristes en faveur des Hutu. »

-17 décembre, Bujumbura : M Philippe Graven, reçu par Artémon Simbananiye, Secrétaire d'Etat à la Justice.

-22 décembre, Bujumbura : M. Graven est informé que les autorités du Burundi refusent la transmission des documents du procès.

-**8 juillet 1966** : Secrétaire d'Etat à la Justice du Prince Charles Ndizeye.

-Août : Il abroge l'Ordre royal qui interdisait les mouvements de jeunesse. Il signe un décret qui réactive la Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore (J.R.R).

-1966 : Après la prise de pouvoir par l'armée conduite par Micombero, il est nommé, Procureur général de la République et apparaît en tête de liste des désignations.

-6 décembre 1966 : Il est nommé Ministre de la Justice jusqu'en 1967.

-**Mars 1967** : En plus, d'être demeuré procureur général, il ajoute à son portefeuille de ministre de la Justice, celui de la Sûreté et de l'Immigration.

-Octobre : Il est suspendu à l'occasion d'une purge diligentée par Michel Micombero à l'encontre de tous ses rivaux potentiels.

-En novembre : Il est incarcéré à la prison de Musinga.

-28 novembre 1967 : Mr. Jérôme Solal Celigny, Maître de requêtes au Conseil d'Etat de la République française, remet au gouvernement burundais un avant-projet de Constitution que lui a demandé d'écrire Artémon Simbananye. L'avant-projet devait concilier trois principes : la Souveraineté du peuple concrétisée dans une assemblée *sans* réels pouvoirs, l'Omnipotence du président et la Prééminence politique du parti unique (UPRONA).

-**29 juillet 1968** ou 18 mars 1969 : Selon les sources, il est nommé Directeur général au ministère des Affaires étrangères. Il vient d'être libéré après un an d'emprisonnement. **A compléter** par lui-même et les témoins.

-Fin 1968 : Warren Weinstein rapporte qu'il est profondément impliqué dans les activités des réfugiés Tutsi rwandais.

-**1969** : Il assiste à l'Assemblée générale des Nations Unies. A cette occasion, il renforce ses relations avec l'ambassadeur en fonction, Térance Nsanze, lui aussi Hima.

-11 décembre 1969 : Ministre délégué à la Présidence

-**30 avril 1970** : Il obtient le transfert des pouvoirs du Ministre du Plan à son propre poste de ministre délégué à la Présidence (par le Décret présidentiel 1/29)

-**3 mars 1971** : Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération et du Plan.

Janvier 1972 : Il conduit une délégation en Chine et signe un accord de coopération incluant la fourniture de « matériel agricole » (caisses de houes chinoises, etc.)

-29 avril : Micombero dissout le gouvernement.

-En mai : Il est le seul ministre du précédent gouvernement qui soit maintenu. En plus, il est nommé Ambassadeur Itinérant et ministre d'Etat plénipotentiaire.

-5 juin : A. Simbananye rencontre P.C. Stanissi représentant de la Croix rouge qui est autorisée à intervenir.

-6 juin : L'autorisation d'intervenir est retirée à la Croix Rouge

Juin : **Mission** à New York au Secrétariat général des Nations Unies pour « expliquer » la situation au Burundi.

-14 juillet : Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération et du Plan.

Il organise le retournement d'alliance diplomatique en supportant les Pays Arabes recevant, dans le même temps, de leur part une aide militaire substantielle.

-2 décembre : Ministre des Affaires Etrangères, il informe le corps diplomatique d'une tentative de Coup d'état. Il accuse les organisations humanitaires, des mercenaires et les missionnaires. Le ministre met en garde les diplomates que leur immunité ne les protégera pas s'ils sont impliqués.

Pour complément, la notice signée du Professeur émérite René Lemarchand, dans l'encyclopédie des crimes de masse :

“Artémon Simbananiye

A Tutsi/Hima of the Babanda clan, born in the commune of Matana, in Bururi province, Simbananiye emerged as a leading figure of the so-called Bururi “lobby” in the early 1970s. As Minister of Justice in 1971, he staged the parody of justice that presided over the trial of several high-ranking Tutsi politicians of Banyaruguru origins suspected of monarchist sympathies. Described as a man of “limitless cynicism, ambition and cruelty” (Remarques Africaines, May 1972), he is widely considered as the principal architect of the mass murder of Hutu in 1972. On the eve of the bloodbath he served as Minister of Foreign Affairs, Cooperation and Planning. It was in this capacity that he negotiated with Idi Amin of Uganda the return of Charles Ndizeye (ex-king Ntare V), a conspiracy that led to his assassination in Gitega on April 29. Simbananiye’s name is associated in Hutu memory with the “Simbananiye plan”, a machination presumably aimed at killing enough Hutu to ensure numerical parity between Hutu and Tutsi. Although the evidence suggests a politically motivated fabrication, to this day the plan is retrospectively cited by many Hutu as irrefutable proof that the genocide was planned long before it happened. After his fall from grace in 1987 he went into exile, only to return to Burundi a few years later as a Born-Again-Christian.

René Lemarchand”

A compléter.

M. Zénon Nicayenzi (1961-1967)

- Pour mémoire membre actif de l'Union pour le progrès national (UPRONA) dès **1959**.
- 1961-1962** : Commissaire d'Etat chargé de la Garde territoriale de 1961 à 1962 puis Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale dans le gouvernement en fonction le jour de l'Indépendance, le 1^{er} juillet 1962.
- Secrétaire d'Etat à la Défense du gouvernement Muhirwa qui succède au prince Louis Rwagasore après son assassinat. Il est présenté comme l'un des extrémistes entourant Muhirwa.
- Au cours de l'exercice de sa fonction de ministre de la Défense, c'est lui qui envoie au Stade F.F.B. plusieurs détachements de gendarmerie avec pour instruction d'arrêter Paul Mirerekano, Premier vice-président à l'Assemblée Nationale en 1965.
- Chef de cabinet du premier ministre Albin Nyamoya, avec rang de Directeur général à la coordination.
- Novembre 1964** : Il attaque ces « *ambassades qui représentent les régimes capitalistes et la collusion de l'Eglise avec les forces réactionnaires au Burundi*. Il défend l'idée de la compatibilité du Communisme avec le Burundi.
- Membre du groupe Casablanca
- **En janvier 1965** : Il est arrêté en compagnie de Prime Nyongabo, des Jeunesses Nationalistes Rwagasore(J.N.R), Albin Nyamoya et plusieurs militaires réfugiés rwandais de l'APLR, considérés comme les instigateurs de l'assassinat de Pierre Ngendandumwe. Il a été relâché en mars 1965 sans jugement.
- 1965 : Voyage en Union soviétique (U.R.S.S). Il est soupçonné de liens avec la Chine.
- 1966. Il est cité par son contemporain Marc Manirakiza comme l'une des personnes ayant joué un rôle important dans le renversement de la Monarchie.
- 6 décembre 1966** – 12 janvier 1967. Ministre d'Etat à la coordination et au Plan.
- 12 janvier – mars 1967**. Ministre du Plan démis en même temps que Prime Niyongabo lors du remaniement. Après le 29 avril 1972, il est à nouveau ministre de la Défense dans la discrétion totale. A compléter.

M. Gabriel Mpozagara (1965-1972)

- 1966** : Procureur. Il a donné l'ordre de torturer avant exécution, plusieurs royalistes comme Bankanuriye, ministre du gouvernement L.Rwagasore en 1961. Au cours de l'une des séances de torture, sa colonne vertébrale a été brisée, Jean-Baptiste Kayabu député (torturé, mort en prison). (source CSD 1969)
- 1969** « (...) *Lorsque les accusés de 1969 sont arrêtés, Mpozagara ne mentionne pas qui les a dénoncés. Nous savons par contre que " l'interrogatoire" est rondement mené, elle est musclée puisque Mpozagara a l'habitude. Le soir Mpozagara se trouve chez Micombero entouré de son ami Ntungumburanye alors chef de la Sûreté et le Ministre de la justice pour confectionner le questionnaire du lendemain. Il en sera ainsi jusqu'à la fin de l'instruction. Le verdict est donc prononcé au cours de ces soirées bachiques. On le donnera au tribunal pour le prononcer, la plupart des fois, les juges en ignorent jusqu'à la dernière minute le contenu. Sur 80 personnes interpellées, 25 furent condamnées à mort dont 19 militaires et 6 civils. (...)* » (source CSD 1969)
- Novembre 1970 – 17 novembre 1971** : Procureur général.
- 14 juillet 1972 – 1974** : Ministre de la Justice. A compléter.

Capitaine Michel Micombero (1964-1966)

- 8 juin 1963** : Secrétaire d'Etat aux Forces armées.
- 8 juillet 1966** : Secrétaire d'Etat à la Gendarmerie du Prince Royal Charles Ndizeye.
- 12 juillet : Capitaine Michel Micombero forme le gouvernement.
- 17 juillet : Il est nommé Premier ministre par le Prince Charles Ndizeye.
- Septembre 1966** : Le prince Charles Ndizeye intrônisé en Ntare V, tente de rétablir une Monarchie constitutionnelle. Il nomme trois Secrétaire d'Etat. Michel Micombero les met aux arrêts. Il enclenche une purge au sein de l'armée des soutiens supposés au prince royal. Diverses arrestations arbitraires ont lieu dans la foulée.

-28 novembre : Putsch de Michel Micombero. Il devient Président de la première République du Burundi.

-**11 juillet 1967** : Le président Michel Micombero a un grave accident de voiture.

-**29 avril 1972** : Michel Micombero dissout le gouvernement.

-**3 juin** : Il rencontre les représentants des Organisations internationales et les Chefs de représentations diplomatiques.

-**12 juillet** : Il demande à la Tanzanie et à la France des munitions.

-13 juillet : Refus de l'URSS et de la Tanzanie.

-19 juillet : La France fournit des munitions pour un an et fait dire qu'elle assure que ce n'est pas contre les Hutu ; ils sont tués autrement.

-26 juillet : La Chine a offert trois ans de munitions au Burundi.

-19 octobre : Micombero est élu secrétaire général du Parti UPRONA.

-**27 novembre 1974** : Il est investi pour un second septennat.

A compléter.

Lieutenant André Shibura (1967).

-**8 octobre 1966** : Il est un des vingt membres de la Commission électorale qui prépare le Congrès général du parti UPRONA.

-Décembre : Il est Directeur de la Sûreté.

-**fin janvier 1967** : Il est Commandant des Forces Armées.

-**1^{er} août 1968** : Ministre des Travaux Publics et de l'Équipement .

-**11 décembre 1969** : Ministre de l'Intérieur et de la Fonction Publique.

-**3 mars 1971** : Ministre de la Justice et de l'Intérieur.

-17 septembre : Il fait feu sur Gabriel Mpozagara, Procureur général de la république.

-**27 avril 1972** : Albert Shibura visite Nyanza-lac pour une réunion secrète avec les leaders Tutsi locaux. Des Hutu prétendent qu'il est venu annoncer un plan gouvernemental d'extermination de tous les paysans Hutu non-éduqués. Des Hutu prétendent aussi que des armes ont été distribuées aux Tutsi officiels locaux et employés du gouvernement.

-**1972-1973** : Rôle prépondérant dans le génocide des Hutu à Bujumbura et dans d'autres lieux.

A compléter.

Major Thomas Ndabemeye en 1967-1972.

-**Septembre 1966** : Il est promu Commandant en second de l'Armée nationale du Burundi.

Connu comme un des membres originels du Comité national de la Révolution (C.N.R.) du 28 novembre 1966.

-**12 juillet 1967** : A la suite du grave accident de voiture du président Michel Micombero, un décret présidentiel transfère temporairement le pouvoir au Conseil national de la Révolution dont il a en charge la Présidence.

-28 novembre : Gouverneur de la province de Bururi. Il est promu Lieutenant -colonel.

-5 août : Promu Commandant des Forces armées.

-**Septembre 1969** : Promu au grade de Colonel avec rang de ministre. Puis, nommé Major général.

-**Mars 1971** : Chef d'État major.

Il poursuit sa carrière en devenant Commandant des Forces armées à Bururi.

-**28 mai 1972** : Il annonce que les opérations militaires sont proches de la fin. Il parle d'un génocide contre les Tutsi.

-Une lutte interne l'oppose au Major Rwuri. Ses ordres ne sont pas suivis alors que ceux de Rwuri semblent avoir le dessus sur les siens.

-21 juin : Lt Thomas Ndabemeye, Commandant en chef des Forces armées annonce la fin de toutes les opérations militaires, la veille de l'arrivée du Sous-Secrétaire Général des Nations Unies.

-24 novembre : Il est promu Colonel et chef d'État-major général avec rang de ministre.

A compléter.

Capitaine Jean Baptiste Bagaza (Chef d'Etat-major adjoint en mai 1972).

-**Mai 1972** : Capitaine, il prend la place de Martin Ndayahoze au G-4 (Logistique) à l'Etat-major.

-Novembre : Il gravit rapidement les échelons, saute ceux de Major et de Commandant pour devenir directement Lieutenant -colonel et devient Chef d'Etat -Major Général adjoint à la place de Rwuri.

-Au cours de l'année 1972, il effectue un voyage en Chine en compagnie du Major Rwuri.

-**1974** : Il devient le premier Chef d'état-major, de l'Etat-major général de l'Armée nationale.

Il est Commandant en second de l'Armée.

A compléter.

Sources :

Robert Cornevin . Les Chronologies de « L'Année Africaine ».

Warren Weinstein . Historical Dictionary of Burundi.

Nadine Nyangoma-Dominicus. » Burundi : » Comment fabriquet-on une classe compradore ? »

René Lemarchand. Rwanda and Burundi.

Le Collectif CDS-69.

A compléter.